



ASIE/SRI LANKA - Appel de l'Evêque de Mannar en faveur d'une enquête internationale sur les crimes de guerre au Sri Lanka

Mannar (Agence Fides) – « Il faut une enquête internationale afin d'établir la vérité sur les présumés crimes de guerre, attendu que la majeure partie des tamouls du nord et de l'est du pays n'ont plus confiance dans un processus interne. Cela contribuera à la réconciliation » : c'est ce que demande, dans une note envoyée à Fides, l'Evêque de Mannar, S.Exc. Mgr Rayappu Joseph, rappelant que de nombreux prêtres, avocats, journalistes et activistes ayant cherché à collaborer avec les institutions en ce qui concerne les « crimes de guerre » ont fait l'objet de menaces et d'intimidations. « Dans de nombreux cas, la police et la Commission pour les droits fondamentaux se sont même refusés d'enregistrer les plaintes – affirme-t-il. Des milliers de cas de violations des droits fondamentaux, d'abus sexuels, d'homicides, de disparitions, d'exécutions sommaires demeurent impunis ». D'où sa position alors que le gouvernement sri lankais rejette catégoriquement l'idée d'une enquête internationale, l'Evêque ayant été injustement qualifié « d'activiste politique ». A ce propos, Mgr Rayappu réplique : « Il existe trop de questions controversées au Sri Lanka : des personnes disparaissent, d'autres sont arrêtées et détenues illégalement, torturées ou tuées en prison. J'embrasse et j'affronte les aspirations des fidèles qui vivent dans mon Diocèse et plus généralement au Sri Lanka. Pour moi, il s'agit d'une mission humaine, spirituelle et religieuse ». L'Evêque explique : « La population du nord et de l'est vit encore dans la terreur. Les femmes vivent avec la terreur d'être violées. D'autres vivent dans la peur que les militaires ne séquestrent leurs terres. Les détenus vivent dans la peur d'être torturés. L'homme de la rue craint le fort niveau de présence militaire et tous ceux qui critiquent le gouvernement, y compris de nombreux représentants des églises, vivent dans la peur et dans l'insécurité ». L'Evêque demande : « Où est la nécessité de maintenir un si grand nombre de militaires dans le nord et dans l'est de l'île ? Pourquoi ne peut-on pas restaurer complètement l'administration civile dans ces zones comme cela a été le cas dans le reste du pays ? ». Mgr Rayappu dénonce « la colonisation promue par l'Etat sur les territoires tamouls » afin de créer un déséquilibre électoral et d'éliminer progressivement la langue, la culture et les mœurs d'un peuple.

Selon l'Evêque, « au Sri Lanka, nous avons beaucoup à apprendre de l'Afrique du Sud. Là, la majorité était dominée par la minorité. Au Sri Lanka, une majorité domine une minorité. Au Sri Lanka, le gouvernement, accusé de crimes de guerre et de violations massives des droits fondamentaux, est encore au pouvoir et renâcle à s'engager dans un authentique dialogue ». (PA) (Agence Fides 07/01/2013)